

**RAPPORT D'ACTIVITÉ
DE LA COMMISSION DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS
DE LA SARTHE**

Rapport établi conformément à l'article R.712-12 du Code de la consommation¹

Préambule, la commission de surendettement des particuliers de Sarthe est compétente pour l'ensemble du département. Elle s'est réunie à 18 reprises au cours de l'année sous revue.

Principaux éléments relatifs à l'activité de la commission

Dépôts de dossiers et redépôts

Le rythme des dépôts : - 28,5% dans la Sarthe - -25,7 % en Pays de Loire et -24 % en France-s'est notablement ralenti avec 1121 dossiers en 2020 contre 1568 en 2019. Cette évolution est en partie imputable à la crise sanitaire. En effet, les mesures d'aide et de soutien financiers mises en place par les pouvoirs publics et l'attitude plus compréhensive des créanciers tant publics que privés ainsi que les reports d'échéances accordés par les banques ont participé à cette tendance baissière. De plus, le confinement a induit une baisse de la consommation des ménages en produits non essentiels.

Les redépôts s'inscrivent en légère baisse par rapport à l'année dernière et représentent 48,5 % des dossiers déposés.

La crise sanitaire n'a pas été sans affecter l'organisation des Commissions, lesquelles ont dû être tenues à distance. Néanmoins la forte mobilisation et la grande disponibilité des commissaires et du secrétariat ont permis au final un fonctionnement des Commissions sans incidence négative tant pour les usagers que pour les créanciers. De fait, elles ont pu être régulièrement tenues toutes les 3 semaines.

Recevabilité et orientation

La commission a déclaré 1027 dossiers recevables et 56 dossiers irrecevables. Le taux d'irrecevabilité s'affiche ainsi à 5 % des dossiers, il est légèrement supérieur au taux national - 4 % - mais inférieur au taux régional - 6 %.

La commission a orienté 54,2 % des dossiers en réaménagement de dettes et 45,4 % vers un rétablissement personnel sans liquidation judiciaire.

Conciliation / mesures imposées / mesures d'effacement de dettes (explication à donner sur la répartition des dossiers traités)

La proportion de plans conventionnels de redressement définitif (établis dans le cas des dossiers comportant un bien immobilier) reste plus élevée dans le département : 15 % - 10 % dans la Région et 9 % en France-.

La part des mesures imposées avec effacement partiel ou sans effacement s'établit en dessous des références régionales ou nationales : 34 % en Sarthe -40 % en Pays de la Loire et 41 % en France-.

En revanche, la proportion des mesures d'effacement total des dettes demeure plus importante pour la commission de la Sarthe : 42% -37 % dans la Région et 39 % en France-, reflétant une situation plus difficile dans le département. En moyenne l'effacement s'inscrit à 14.500 € en Sarthe contre 20.000 € en France.

Mesures pérennes et mesures provisoires

Le Secrétariat s'est de nouveau efforcé de régler dans la durée la situation des usagers en favorisant des mesures pérennes : 75 % en Sarthe - 73 % dans la Région et 76 % en France- et en limitant les moratoires.

Les mesures provisoires ou les moratoires permettent toutefois aux débiteurs de stabiliser leur situation personnelle ou professionnelle et aux propriétaires de vendre leur bien immobilier quand le maintien dans le logement s'avère impossible.

¹ « Chaque commission établit un rapport d'activité annuel. Ce rapport fait état de données statistiques sur le nombre des dossiers traités ainsi que les mesures prises ou recommandées par la commission. Il précise la typologie de l'endettement présentée dans ces dossiers et les difficultés de toute nature rencontrées dans leur traitement. Les rapports d'activité des commissions sont transmis à la Banque de France qui en présente la synthèse dans le rapport mentionné à l'article L. 143-1 du code monétaire et financier. »

STRUCTURE DES DÉCISIONS DE LA COMMISSION

RELATIONS DE LA COMMISSION ET DE SON SECRÉTARIAT AVEC LES AUTRES ACTEURS DE LA PROCÉDURE ET AVEC DES ORGANISMES TIERS

| Relations avec les parties prenantes de la procédure | Nombre de réunions ² | Objectif / Thème de la réunion |
|---|--|--|
| Tribunal ou greffe du tribunal | | Les échanges sont très réguliers avec le greffe du Tribunal |
| Commission de coordination des actions de prévention des actions d'expulsion (CCAPEX) | 11 | Le secrétariat de la commission de surendettement a contribué aux travaux préparatoires de 11 réunions de la CCAPEX. |
| Organismes et les travailleurs sociaux (organismes à caractère social, CAF, FSL) | <i>Nombre de réunions : 6</i> <i>Nombre de travailleurs sociaux assimilés rassemblés 44</i> | Réunions de formation des travailleurs sociaux –Point Conseil Budget, UDAF, Mission locale, Conseil départemental pour présenter la procédure de surendettement, l'inclusion bancaire, la déclaration en ligne, la cellule « alerte inclusion »... |
| Rencontre avec l'UNCCAS dans le cadre de la convention nationale | <i>Nombre de réunions</i> <i>Nombre de travailleurs sociaux assimilés rassemblés</i> | Néant |
| Associations de défense des consommateurs et des familles, caritatives ou d'aide aux personnes en difficulté financière | <i>Nombre de réunions :</i> <i>Nombre de travailleurs sociaux assimilés rassemblés</i> | Les échanges sont réguliers avec les commissaires, membres de ces associations |
| Autres parties prenantes : Établissements de crédit de la place, huissiers, chargés de recouvrement, bailleurs... | 2 | Réunions des établissements de crédit : thème de l'inclusion bancaire traité |
| Autres actions de concertation, d'information ou de formations effectuées (éducation nationale...) | 5 | Actions de formation auprès des collégiens et des professeurs dans le cadre de la mission d'Éducation Financière des Publics : 110 personnes sensibilisées. |

Compte tenu des mesures liées à la crise sanitaire, certaines actions prévues pour 2020 à destination des travailleurs et intervenants sociaux et des jeunes n'ont pu avoir lieu (Stage de découverte d'un service de surendettement de la Banque de France à l'attention des Conseillères en Economie Sociale et Familiale, Semaine de l'Éducation Financière pour les jeunes, le Service National Universel (SNU), les Journées Nationales de Lutte Contre l'Illettrisme (JNLCL...). Il en est de même pour les réunions avec le Tribunal Judiciaire.

Relations avec la commission de coordination des actions de prévention des actions d'expulsion (CCAPEX) :

Les deux commissions ont coopéré pour prévenir ou suspendre plus efficacement les actions d'expulsions des ménages surendettés.

² (organisées ou participation)

PRINCIPALES DIFFICULTÉS RENCONTRÉES DANS LA MISE EN ŒUVRE DE LA PROCÉDURE

Principales difficultés rencontrées quant à l'application de dispositions de la procédure

- En cas de restitution d'un bien acquis en location avec option d'achat (LOA), le délai pour vendre le véhicule et solder le dossier peut prendre plusieurs mois générant ainsi des retards de traitement.
- Les forfaits sont similaires que l'on soit propriétaire ou locataire.

Principales difficultés rencontrées au regard de la situation des personnes surendettées

- De nombreux dossiers sont transmis incomplets, ce qui retarde le traitement.
- Les accompagnements budgétaires et sociaux des personnes surendettées (recommandation faite par la commission ...) augmentent mais restent encore limités. Le secrétariat poursuit ses actions de préconisation, de formation et de communication sur ces sujets dans le cadre de sa mission d'éducation financière et économique.

Principales difficultés rencontrées auprès des créanciers ou avec d'autres acteurs de la procédure

- En cas de radiation anticipée, certains débiteurs rencontrent des difficultés pour obtenir une attestation de paiement,
- Les cessions de dettes entre créanciers rendent parfois difficile l'élaboration de l'état définitif des dettes.

Le 17 Février 2021

Monsieur Patrick DALLENNES
Préfet de la Sarthe



Le Président

Madame Fabienne FUSIL-HENNEQUIN
Directrice Départementale de Banque de France



La Secrétaire de la Commission

ANNEXE N°1 DU RAPPORT D'ACTIVITÉ

DONNÉES D'ACTIVITE

| Indicateurs | 2019 | 2020 | variation 2020/2019 en % |
|---|-------------|-------------|--------------------------------|
| Dossiers déposés | 1568 | 1121 | -28,5% |
| Proportion de redépôts (sur 12 mois à fin septembre) | 49,30% | 48,46% | |
| Proportion de redépôts consécutifs à une suspension d'exigibilité des créances (sur 12 mois à fin septembre) | 7,21% | 7,76% | |
| Dossiers décidés recevables par la commission | 1463 | 1027 | -29,8% |
| Proportion de dossiers recevables avec résidence principale | 16,20% | 13,73% | |
| Dossiers décidés irrecevables par la commission | 84 | 56 | -33,3% |
| Proportion de dossiers irrecevables avec bien immobilier | 26,19% | 33,93% | |
| Dossiers orientés par la commission | 1481 | 1039 | -29,8% |
| Proportion de dossiers orientés par la commission avec une capacité de remboursement négative et absence de bien immobilier | 50,78% | 51,11% | |
| Proportion de dossiers orientés par la commission vers un rétablissement personnel sans liquidation judiciaire (RP sans LJ) | 46,32% | 45,43% | |
| Proportion de dossiers orientés par la commission vers une procédure de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire (PRP avec LJ) | 0,81% | 0,38% | |
| Proportion de dossiers orientés par la commission vers un réaménagement de dettes | 52,87% | 54,19% | |
| Dossiers traités par la commission (A+B+C+D+E+G) | 1655 | 1219 | -26,3% |
| Proportion de dossiers clôturés (y compris constats de non accord qui n'ont pas fait l'objet d'une ouverture des mesures) (A) | 6,04% | 4,43% | |
| Proportion de dossiers décidés irrecevables (B) | 5,08% | 4,59% | |
| Proportion de mesures imposées suite RP sans LJ (C) | 42,48% | 41,67% | |
| Proportion d'accords débiteur sur PRP avec LJ (D) | 0,73% | 0,33% | |
| Proportion de plans conventionnels de redressement définitifs (E) | 13,05% | 14,68% | |
| <i>Proportion de plans conventionnels de redressement définitifs réglant la situation de surendettement (F)</i> | 5,56% | 5,99% | |
| <i>Proportion de plans conventionnels de redressement définitifs d'attente (consistant en un réaménagement ou un report des dettes)</i> | 7,49% | 8,70% | |
| Proportion de mesures imposées avec effacement partiel ou sans effacement (G) | 32,63% | 34,29% | |
| <i>Proportion de mesures imposées avec effacement partiel ou sans effacement réglant la situation de surendettement (H)</i> | 24,17% | 27,24% | |
| <i>Proportion de mesures imposées avec effacement partiel réglant la situation de surendettement</i> | 12,45% | 12,96% | |
| <i>Proportion de mesures imposées d'attente sans effacement (consistant en un réaménagement ou une suspension d'exigibilité des créances)</i> | 8,46% | 7,05% | |
| Proportion de solutions pérennes réglant la situation de surendettement (C+D+F+H) | 72,93% | 75,23% | |
| Décisions du juge infirmant la décision d'irrecevabilité ou de déchéance de la commission, à la suite d'un recours (sur 12 mois à fin septembre) | 23 | 16 | |
| Décisions du juge infirmant la décision de recevabilité de la commission, à la suite d'un recours (sur 12 mois à fin septembre) | 9 | 8 | |

STRUCTURE DES DÉCISIONS DE LA COMMISSION

| Indicateurs | Sarthe | PAYS-DE-LA-LOIRE | METROPOLE |
|--|--------|------------------|-----------|
| Proportion de dossiers décidés irrecevables* | 5% | 6% | 4% |
| Proportion de mesures imposées suite RP sans LJ* | 42% | 37% | 39% |
| Proportion de plans conventionnels de redressement définitifs* | 15% | 10% | 9% |
| Proportion de mesures imposées avec effacement partiel ou sans effacement* | 34% | 40% | 41% |
| Proportion de solutions pérennes réglant la situation de surendettement* | 75% | 73% | 76% |

*en % de dossiers traités

**ANNEXE N° 2 DU RAPPORT D'ACTIVITÉ
 TYPOLOGIE DE L'ENDETTEMENT**

Sarthe

| Type de dettes | Encours des dettes en milliers € | Nombre de situations recevables | Nombre de dettes | Part dans l'endettement global | Part des situations concernées | Endettement médian en € | Nombre médian de dettes par situation |
|---------------------------------------|----------------------------------|---------------------------------|------------------|--------------------------------|--------------------------------|-------------------------|---------------------------------------|
| Dettes financières | 34 125 | 838 | 3 958 | 78,7% | 80,9% | 15 232 | 3,0 |
| <i>dont dettes immobilières</i> | 16 878 | 195 | 358 | 38,9% | 18,8% | 75 698 | 2,0 |
| <i>dont dettes à la consommation</i> | 16 653 | 722 | 3 035 | 38,4% | 69,7% | 11 906 | 3,0 |
| <i>dont autres dettes financières</i> | 593 | 453 | 565 | 1,4% | 43,7% | 717 | 1,0 |
| Dettes de charges courantes | 4 838 | 818 | 3 792 | 11,2% | 79,0% | 3 045 | 4,0 |
| Autres dettes | 4 407 | 599 | 1 300 | 10,2% | 57,8% | 1 428 | 2,0 |
| Endettement global | 43 371 | 1 036 | 9 050 | 100,0% | 100% | 17 865 | 8,0 |

Pays-de-la-Loire

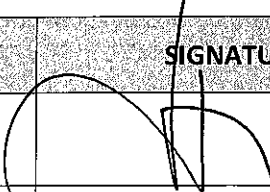



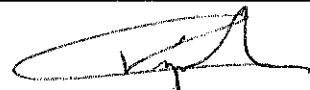
| Type de dettes | Encours des dettes en milliers € | Nombre de situations recevables | Nombre de dettes | Part dans l'endettement global | Part des situations concernées | Endettement médian en € | Nombre médian de dettes par situation |
|---------------------------------------|----------------------------------|---------------------------------|------------------|--------------------------------|--------------------------------|-------------------------|---------------------------------------|
| Dettes financières | 157 917 | 4 092 | 18 565 | 75,8% | 83,7% | 14 537 | 4,0 |
| <i>dont dettes immobilières</i> | 78 526 | 826 | 1 531 | 37,7% | 16,9% | 87 211 | 2,0 |
| <i>dont dettes à la consommation</i> | 76 071 | 3 578 | 14 142 | 36,5% | 73,2% | 12 036 | 3,0 |
| <i>dont autres dettes financières</i> | 3 320 | 2 308 | 2 892 | 1,6% | 47,2% | 740 | 1,0 |
| Dettes de charges courantes | 21 859 | 3 792 | 16 514 | 10,5% | 77,6% | 3 279 | 4,0 |
| Autres dettes | 28 569 | 2 836 | 6 519 | 13,7% | 58,0% | 1 798 | 2,0 |
| Endettement global | 208 345 | 4 889 | 41 598 | 100,0% | 100,0% | 18 213 | 8,0 |

Rapport d'activité des commissions (Endettement)


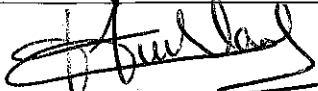
France métropolitaine

| Type de dettes | Encours des dettes en milliers € | Nombre de situations recevables | Nombre de dettes | Part dans l'endettement global | Part des situations concernées | Endettement médian en € | Nombre médian de dettes par situation |
|---------------------------------------|----------------------------------|---------------------------------|------------------|--------------------------------|--------------------------------|-------------------------|---------------------------------------|
| Dettes financières | 3 535 855 | 87 573 | 408 852 | 73,2% | 83,3% | 15 553 | 4,0 |
| <i>dont dettes immobilières</i> | <i>1 662 369</i> | <i>15 201</i> | <i>25 865</i> | <i>34,4%</i> | <i>14,5%</i> | <i>93 760</i> | <i>1,0</i> |
| <i>dont dettes à la consommation</i> | <i>1 793 753</i> | <i>78 276</i> | <i>325 366</i> | <i>37,1%</i> | <i>74,5%</i> | <i>13 214</i> | <i>3,0</i> |
| <i>dont autres dettes financières</i> | <i>79 733</i> | <i>46 279</i> | <i>57 621</i> | <i>1,7%</i> | <i>44,0%</i> | <i>820</i> | <i>1,0</i> |
| Dettes de charges courantes | 607 599 | 82 145 | 311 562 | 12,6% | 78,2% | 3 585 | 3,0 |
| Autres dettes | 686 005 | 56 876 | 124 022 | 14,2% | 54,1% | 1 858 | 2,0 |
| Endettement global | 4 829 459 | 105 076 | 844 436 | 100,0% | 100,0% | 19 150 | 7,0 |

**FEUILLE DE PRESENCE
REUNION PLENIERE
DU 17 Février 2021**

| NOM et QUALITE DU COMMISSAIRE | SIGNATURE |
|--|---|
| M. Patrick DALLENNES Préfet de la SARTHE |  |
| Mme Françoise FONT Directrice départementale des finances publiques | excusée |
| Mme Marie-Pervenche PLAZA Sous-Préfète de Mamers Délégué du préfet | MP |
| Monsieur Patrick DONNADIEU Directeur Départemental de la Cohésion Sociale Représentant du préfet |  |
| M. Bruno CARFANTAN Directeur du pôle Gestion Publique Délégué de la Directrice départementale des finances publiques |  |
| M. Daniel DAUVIN Inspecteur Divisionnaire Représentant de la Directrice départementale des finances publiques | en vrb |
| Mme Fabienne FUSIL-HENNEQUIN Directrice départementale de la Banque de France de la Sarthe |  |
| M. Régis CREPELLE Suppléant de la directrice départementale de la Banque de France |  |
| Mme Graciella REILLON Représentant de l'AFECEI | excusée |
| M. Jean-Eric LECRENAIS Suppléant du représentant de l'AFECEI | en vrb |
| Mme Marie-Bernadette LAFITE Représentante des associations de consommateurs | en vrb |
| Mme Yvette FICHET Suppléante du représentant des associations de consommateurs | en vrb |
| Mme Sylvie BOUDAUD Représentante dans le domaine de l'économie sociale et familiale | en vrb |
| Mme Christine MONTECOT Suppléante de la représentante dans le domaine de l'économie sociale et familiale | en vrb |
| M. Erick FRANS Représentant dans le domaine juridique | en vrb |
| Mme Bérangère POITRAT Suppléante du représentant dans le domaine juridique | en vrb |

Secrétariat de la Commission de surendettement des particuliers de la Sarthe

| | |
|--|---|
| Monsieur Philippe PORCHERET Responsable du service des particuliers |  |
| Madame Laetitia AMBLARD Adjointe au service des particuliers |  |